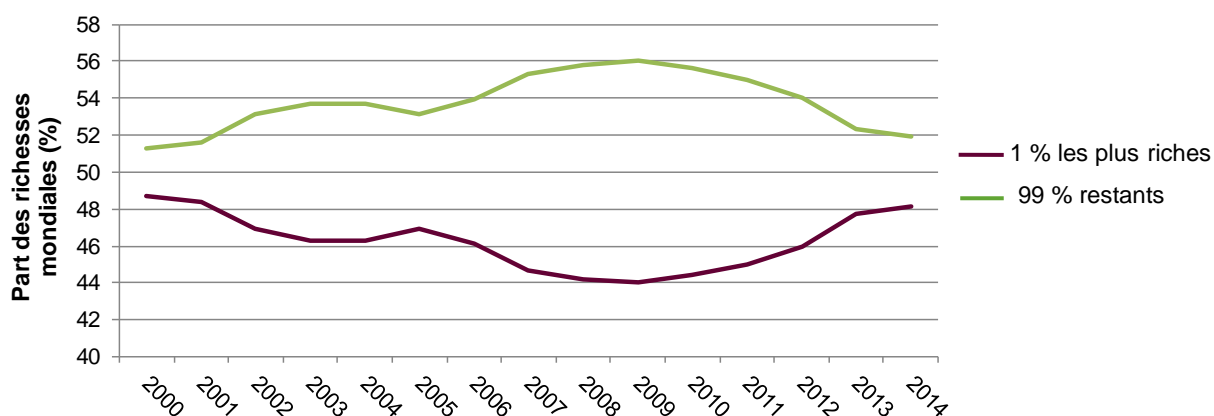

INSATIABLE RICHESSE : TOUJOURS PLUS POUR CEUX QUI ONT DÉJÀ TOUT

Les richesses dans le monde se concentrent de plus en plus aux mains d'une petite élite fortunée. Ces richissimes individus ont bâti et fait fructifier leur fortune grâce aux activités et aux intérêts perçus dans quelques secteurs économiques importants, notamment la finance, l'industrie pharmaceutique et les soins de santé. Les entreprises opérant dans ces secteurs dépensent chaque année des millions de dollars en lobbying afin d'établir un environnement réglementaire qui protège et renforce leurs intérêts. Aux États-Unis, les activités de lobbying les plus prolifiques se concentrent sur les questions fiscales et budgétaires, autrement dit sur les ressources publiques qui devraient bénéficier au plus grand nombre, et non servir les intérêts de puissants groupes de pression.

1 LE PATRIMOINE MONDIAL SE CONCENTRE DE PLUS EN PLUS AUX MAINS D'UNE PETITE ÉLITE FORTUNÉE

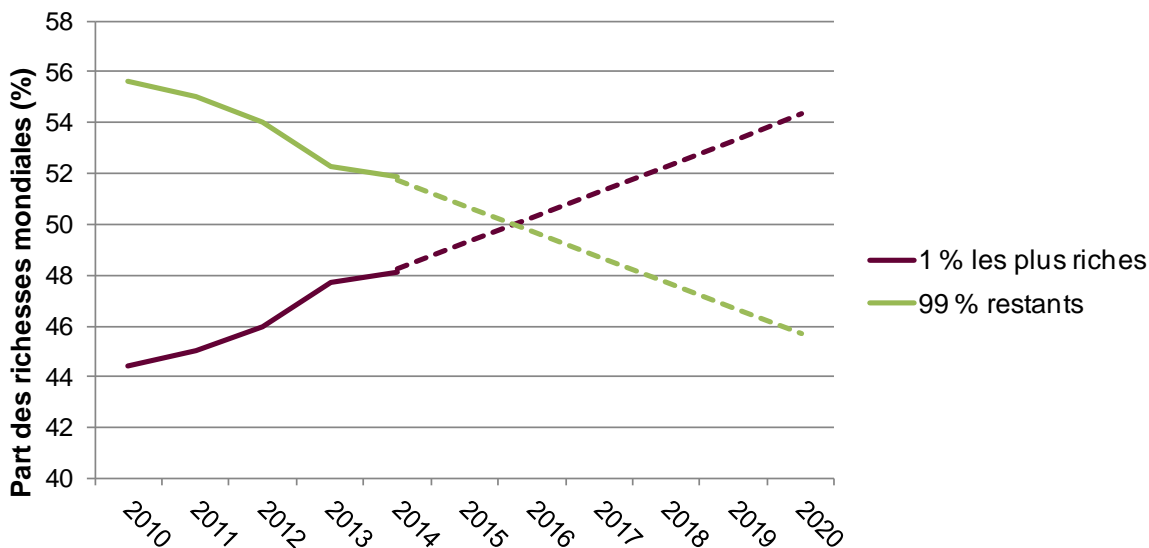
Une petite élite fortunée se partage les richesses dans le monde. Selon les données du Crédit Suisse, depuis 2010, le pourcent (1 %) le plus riche de la population détient une part toujours plus grande des richesses dans le monde. D'après la Figure 1, l'année 2010 marque un point d'inflexion dans la part des richesses mondiales aux mains de ce groupe.

Figure 1 : Part des richesses mondiales des 1 % les plus riches et des 99 % restants ; données du Crédit Suisse disponibles pour la période 2000–2014.



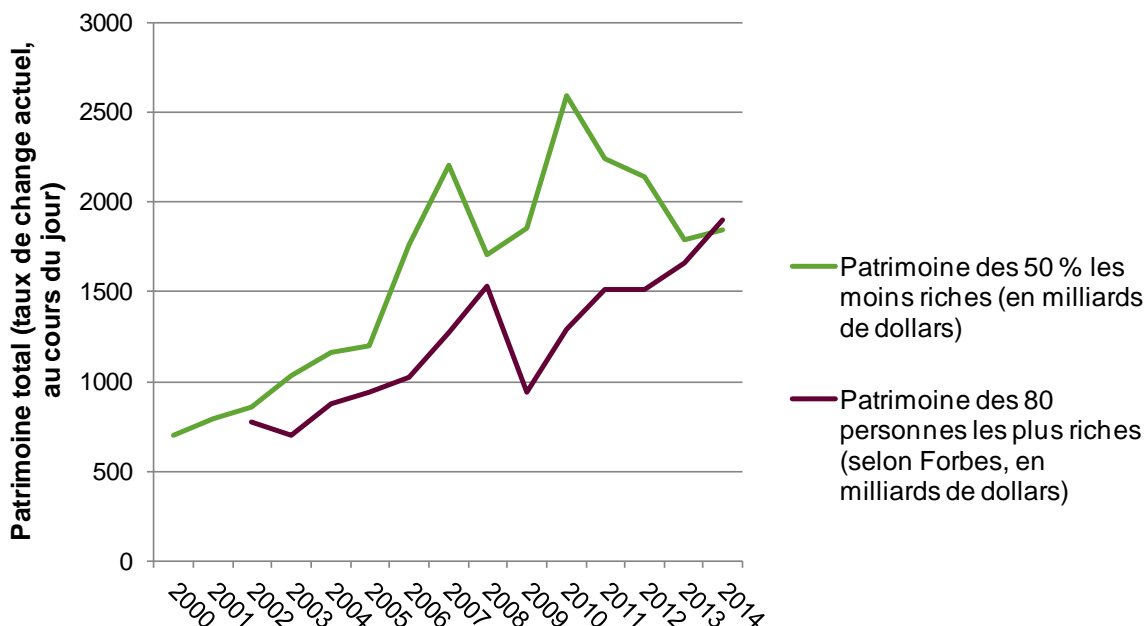
En 2014, les 1 % les plus riches détenaient 48 % des richesses mondiales, laissant 52 % aux 99 % restants¹. La quasi-totalité de ces 52 % sont aux mains des 20 % les plus riches. Au final, 80 % de la population mondiale doit se contenter de seulement 5,5 % des richesses. Si cette tendance de concentration des richesses pour les plus riches se poursuit, ces 1 % les plus riches détiendront plus de richesses que les 99% restants d'ici seulement deux ans (voir la Figure 2, qui estime que la part des richesses détenues par les 1 % les plus riches dépassera 50 % d'ici 2016).

Figure 2 : Part des richesses mondiales des 1 % les plus riches et des 99 % restants ; les lignes en pointillés sont une projection de la tendance 2010–2014.
D'ici 2016, les 1 % les plus riches détiendront plus de 50 % de toutes les richesses dans le monde.



Au cours de cette période, les 1% les plus riches, les milliardaires de la liste Forbes², ont vu leurs richesses s'accumuler encore plus rapidement. En 2010, la fortune nette des 80 personnes les plus riches au monde s'élevait à 1 300 milliards de dollars. En 2014, leur fortune cumulée était de 1 900 milliards de dollars, soit une augmentation de 600 milliards de dollars en seulement 4 ans (ou de 50 % en valeur nominale). Dans le même temps, entre 2002 et 2010, les richesses totales de la moitié la plus pauvre de la population ont augmenté plus ou moins au même rythme que celles des milliardaires (en dollars courants). Mais elles déclinent depuis 2010.

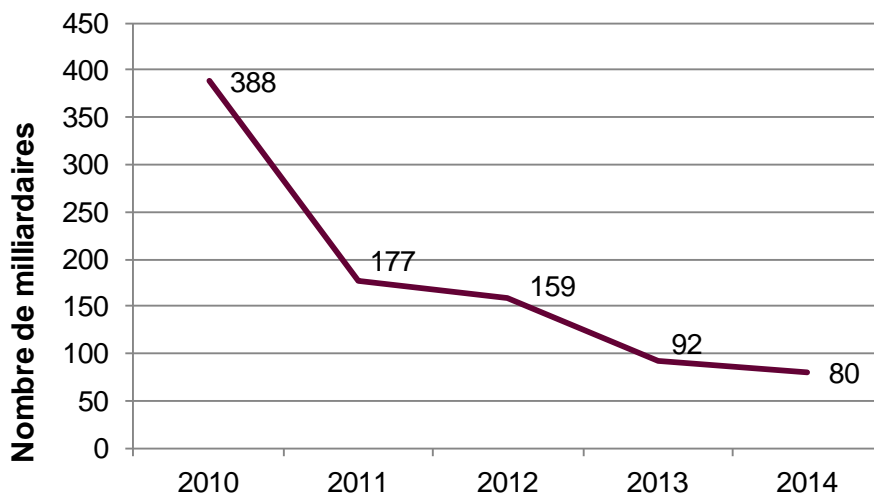
Figure 3 : Les richesses des 80 personnes les plus riches³ au monde ont doublé⁴ en valeur nominale entre 2009 et 2014, tandis que les richesses des 50 % les moins bien lotis ont reculé en 2014 par rapport à 2009.



Les richesses de ces 80 individus sont désormais équivalentes à celles détenues par les 50 % les moins bien lotis de la population mondiale. Autrement dit, 3,5 milliards de personnes se partagent les mêmes richesses que ces 80 personnes extrêmement fortunées⁵. La fortune de ces 80 personnes a augmenté plus rapidement que ce que possède le reste du monde. Par conséquent, la part des richesses détenues par ce groupe a augmenté, tout comme l'écart entre les plus riches et le reste de la population. Cela explique qu'un nombre de milliardaires toujours plus restreint au cours des cinq dernières années possède le même niveau de richesses que la moitié la plus pauvre de la population. En 2010, il s'élevait à 388 milliardaires ; en 2014, il était de seulement 80 milliardaires (voir Figure 4).

80 personnes détiennent actuellement autant de richesses que la moitié la moins riche de la population mondiale, contre 388 en 2010

Figure 4 : Nombre de milliardaires requis pour cumuler autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population



Encadré 1 : Mise à jour des données du Crédit Suisse sur les richesses – et des statistiques d'Oxfam pour l'année 2014

En janvier 2014, Oxfam a calculé qu'en 2013, 85 personnes possédaient le même niveau de richesses que la moitié la plus pauvre de la population, un chiffre diffusé dans le monde entier en raison des inégalités extrêmes qu'il illustre⁶. Le document exploitait les données de la liste de Forbes publiée en mars 2013 et du document « Global Wealth Databook » du Crédit Suisse, avec les données pour mi-2013.

En octobre 2014, le Crédit Suisse a actualisé ses estimations, la part des richesses détenues par chaque décile et les estimations totales des richesses dans le monde sur la période 2000–2014 à la fin de chaque année. Ces nouvelles estimations incluent une mise à jour des données de 2013, qui ont servi de base à Oxfam pour obtenir le chiffre de 85. Ce rapport thématique mentionne les chiffres actualisés pour 2013 et pour toutes les autres années, comme publié en 2014. D'après ces chiffres actualisés, en 2013 le nombre de milliardaires possédant autant que la moitié la plus pauvre de la population a été réévalué à 92.

2 LES PLUS RICHES ONT BÂTI ET FAIT FRUCTIFIER LEUR FORTUNE GRÂCE AUX ACTIVITÉS ET AUX INTÉRÊTS PERÇUS DANS QUELQUES SECTEURS ÉCONOMIQUES IMPORTANTS

En 2014, Forbes répertoriait 1 645 milliardaires. La répartition géographique de ces individus est loin d'être homogène. Environ 30 % (492 personnes) sont des citoyens américains. Plus d'un tiers des milliardaires sont issus d'une famille riche, 34 % d'entre eux ayant hérité d'une partie ou de la totalité de leur fortune. Ce groupe se compose à 90 %⁷ d'hommes et à 85 % de personnes de plus de 50 ans⁸.

Quelques secteurs économiques importants ont contribué à l'accumulation des richesses de ces milliardaires. Selon les chiffres de mars 2014, 20 % d'entre eux (soit 321 personnes) auraient des intérêts ou des activités dans les secteurs de la finance et de l'assurance⁹, les sources de richesses les plus couramment citées pour les milliardaires figurant sur cette liste. Depuis mars 2013, on dénombre 37 nouveaux milliardaires dans ces secteurs, tandis que six sont sortis de la liste. Dans ces secteurs, les richesses cumulées des milliardaires sont passées de 1 010 milliards à 1 160 milliards de dollars en seulement un an, soit une augmentation de 150 milliards de dollars (15 %).

20 % des milliardaires de la liste Forbes auraient des intérêts et ou des activités dans les secteurs de la finance et de l'assurance.

Tableau 1 : Les 10 milliardaires les plus riches (classement de 2013) dont la fortune repose (du moins en partie) sur des activités associées au secteur de la finance, et l'évolution de leur richesse entre mars 2013 et mars 2014.

Milliardaire	Richesse en milliards de dollars (2013)	Richesse en milliards de dollars (2014)	Évolution de la richesse	Source des richesses	Nationalité	Sexe
Warren Buffet	53,5	58,2	9 %	Berkshire Hathaway	États-Unis	H
Michael Bloomberg	27	33	22 %	Bloomberg LP	États-Unis	H
Carl Icahn	20	24,5	23 %	Acquisition par emprunt	États-Unis	H
Prince Alwaleed Bin Talal Al Saud	20	20,4	2 %	Investissements	Arabie saoudite	H
George Soros	19,2	23	20 %	Fonds de placement spéculatif	États-Unis	H
Joseph Safra	15,9	16	1 %	Secteur bancaire	Brésil	H
Luis Carlos Sarmiento	13,9	14,2	2 %	Secteur bancaire	Colombie	H
Mikhail Prokhorov	13	10,9	-16 %	Investissements	Russie	H
Alexey Mordashov	12,8	10,5	-18 %	Acier, investissements	Russie	H
Abigail Johnson	12,7	17,3	36 %	Gestion du patrimoine	États-Unis	F

Entre 2013 et 2014, c'est la fortune cumulée des milliardaires ayant des intérêts ou des activités dans les secteurs pharmaceutique et des soins de santé qui a le plus augmenté. Vingt-neuf personnes ont rejoint la liste des milliardaires entre mars 2013 et mars 2014 (cinq sont sortis de la liste), portant le total de 66 à 90 milliardaires. En 2014, cela représentait 5 % des milliardaires sur la liste. La fortune cumulée des milliardaires ayant des intérêts dans ces secteurs est passée de 170 à 250 milliards de dollars (+47 %), soit la plus grande augmentation des différents secteurs de la liste Forbes.

La fortune cumulée des milliardaires qui auraient des intérêts ou des activités dans les secteurs pharmaceutique et des soins de santé a augmenté de 47 % entre mars 2013 et mars 2014

Tableau 2 : Les 10 milliardaires les plus riches (classement de 2013) dont la fortune repose (du moins en partie) sur des activités associées aux secteurs pharmaceutique et des soins de santé, et l'évolution de leur richesse entre mars 2013 et mars 2014.

Milliardaire	Richesse en milliards de dollars (2013)	Richesse en milliards de dollars (2014)	Évolution de la richesse	Source des richesses	Nationalité	Sexe
Ernesto Bertarelli et sa famille	11	12	9 %	Biotechnologie/investissements	Suisse	H
Dilip Shanghvi	9,4	12,8	36 %	Secteur pharmaceutique	Inde	H
Hansjoerg Wyss	8,7	10,5	21 %	Appareils médicaux	Suisse	H
Patrick Soon-Shiong	8	10	25 %	Secteur pharmaceutique	États-Unis	H
Ludwig Merckle	7,1	8,6	21 %	Secteur pharmaceutique	Allemagne	H
Stefano Pessina	6,4	10,4	63 %	Pharmacies	Italie	H
Thomas Frist Jr et sa famille	4,8	6,1	27 %	Soins de santé	États-Unis	H
Gayle Cook	4	5,8	45 %	Appareils médicaux	États-Unis	F
Curt Engelhorn	4	4	0 %	Secteur pharmaceutique	Allemagne	H
Cyrus Poonawalla	3,9	4,9	26 %	Biotechnologie/vaccins	Inde	H

3 LES ENTREPRISES DES SECTEURS FINANCIER ET PHARMACEUTIQUE ONT DÉPENSÉ EN 2013 DES MILLIONS DE DOLLARS DANS DES ACTIVITÉS DE LOBBYING

Les multinationales les plus prospères des secteurs de la finance et de l'assurance et du secteur pharmaceutique et des soins de santé dégagent d'énormes bénéfices. Elles gèrent d'importantes ressources qu'elles utilisent pour rétribuer leurs propriétaires et leurs investisseurs, gonflant ainsi leur fortune personnelle. Ces ressources peuvent également être utilisées pour exercer une influence économique et politique. Ces entreprises utilisent par exemple explicitement leurs ressources pour exercer directement un lobby sur les États, surtout sur les questions et les politiques affectant leurs intérêts commerciaux.

En 2013, le secteur de la finance a dépensé plus de 400 millions de dollars dans des activités de lobbying aux États-Unis¹⁰, soit 12 % du montant total consacré aux activités de lobbying dans le pays cette même année, tous secteurs confondus. Par ailleurs, dans le cadre des élections de 2012, les entreprises de ce secteur ont dépensé 571 millions de dollars pour financer certaines campagnes électorales¹¹. D'après le Centre for Responsive Politics, c'est le secteur de la finance qui a apporté la plus grande contribution aux partis et aux candidats fédéraux. Les milliardaires américains représentent environ la moitié des milliardaires de la liste Forbes ayant des intérêts dans le secteur financier. Ce nombre est passé de 141 à 150 aux États-Unis, et leur fortune cumulée de 535 à 629 milliards de dollars, soit une augmentation de 94 milliards de dollars (17 %) en l'espace d'un an.

Au sein de l'UE, les groupes de pression issus du secteur de la finance dépensent quelque 150 millions de dollars chaque année à destination des institutions de l'UE¹². Entre mars 2013 et mars 2014, le nombre de milliardaires dans l'UE ayant des activités et des intérêts dans le secteur de la finance est passé de 31 à 39, avec une augmentation de la fortune cumulée de 34 milliards de dollars, atteignant 128 milliards de dollars.

Tandis que les entreprises des secteurs de la finance et de l'assurance consacrent leurs ressources au lobbying pour servir leurs propres intérêts et ainsi continuer d'augmenter leurs profits et la fortune des principaux acteurs de ces secteurs, les citoyens ordinaires continuent de payer le prix de la crise financière mondiale. On estime le coût du renflouement du secteur financier pour le contribuable américain à 21 milliards de dollars¹³. Si le secteur financier s'est bien rétabli suite à ce renflouement, le salaire médian aux États-Unis n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la crise¹⁴. Le FMI a estimé les coûts annuels des « institutions financières d'importance systémique » (à savoir celles qui sont trop importantes pour s'effondrer) pour le contribuable à 83 milliards de dollars¹⁵.

En 2013, les secteurs pharmaceutique et des soins de santé ont dépensé plus de 487 millions de dollars dans des activités de lobbying aux États-Unis¹⁶, soit plus que la somme dépensée par tout autre secteur dans le pays, équivalent à 15 % des dépenses totales consacrées au lobbying en 2013 (3,2 milliards de dollars). Par ailleurs, dans le cadre des élections de 2012, ce secteur a dépensé

En 2013, les entreprises des secteurs financier et pharmaceutique ont dépensé 550 millions de dollars pour faire pression sur les responsables de l'élaboration des politiques à Washington et à Bruxelles.

Les entreprises des secteurs pharmaceutique et des soins de santé ont dépensé plus de 500 millions de dollars pour faire pression sur les responsables de l'élaboration des politiques à Washington et à Bruxelles.

260 millions de dollars pour financer certaines campagnes électorales¹⁷. 22 des 90 milliardaires issus des secteurs pharmaceutique et des soins de santé sont des citoyens américains.

Au sein de l'UE, au moins 50 millions de dollars¹⁸ sont dépensés chaque année par les secteurs pharmaceutique et des soins de santé dans des activités de lobbying. 20 des 90 milliardaires qui ont fait fortune dans ces domaines y résident. Au cours de l'année dernière, leur fortune cumulée a augmenté de 28 milliards de dollars.

Alors que des millions sont dépensés dans des activités de lobbying par les entreprises pharmaceutiques et des soins de santé, et que les principaux acteurs de ces entreprises engrangent des milliards, une crise sanitaire frappe l'Afrique de l'Ouest. Le virus Ebola menace les vies et les moyens de subsistance de millions de personnes en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia.

Les entreprises ont bien répondu à la crise Ebola : certaines investissent dans la recherche pour trouver un vaccin, dont le coût total n'est pas encore connu. Trois entreprises pharmaceutiques¹⁹ membres de la Fédération internationale de l'Industrie du Médicament (FIIM) et qui ont le plus contribué à la lutte contre Ebola ont ensemble donné plus de 3 millions de dollars en espèces et en produits médicaux²⁰. Toutefois, les montants dépensés pour soutenir la lutte contre Ebola et d'autres activités bénéficiant plus largement à la société doivent être considérés à la lumière des dépenses qu'elles consacrent aux activités de lobbying pour servir leurs propres intérêts, à savoir plus de 18 millions de dollars aux États-Unis en 2013.

Pour mettre le financement de la crise Ebola en perspective, la Banque mondiale estime que les coûts pour la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone représentaient un manque à gagner de 356 millions de dollars en 2014, et de 815 millions supplémentaires en 2015 si l'épidémie ne peut pas être contenue rapidement²¹. La plus forte hausse des revenus d'un seul milliardaire opérant dans le secteur pharmaceutique entre 2013 et 2014 pourrait suffire à payer trois fois le coût total estimé à 1,17 milliard de dollars pour la période 2014–2015. En l'espace d'un an, Stefano Pessina²² a vu sa fortune nette augmenter de 4 milliards de dollars (passant de 6,4 à 10,4 milliards de dollars), soit la plus forte augmentation parmi tous les milliardaires ayant des intérêts dans les secteurs pharmaceutique et des soins de santé.

4 AUX ÉTATS-UNIS, LES ACTIVITÉS DE LOBBYING LES PLUS PROLIFIQUES SE CONCENTRENT SUR LES QUESTIONS FISCALES ET BUDGÉTAIRES

Les milliards dépensés par les entreprises dans des activités de lobbying, leur conférant un accès direct aux législateurs et aux responsables de l'élaboration des politiques à Washington et à Bruxelles, sont un investissement calculé. On s'attend à ce que ces milliards génèrent des politiques créant un environnement commercial plus favorable et plus rentable qui compensera très largement les coûts de lobbying.

Aux États-Unis, le lobbying le plus fort concerne le budget fédéral et les crédits, ainsi que la fiscalité²³, autrement dit des ressources publiques sur lesquelles les entreprises cherchent à exercer une influence directe pour servir leurs propres intérêts en s'appuyant sur leurs importantes ressources en espèces. Les activités de lobbying sur les questions fiscales peuvent saper directement les intérêts publics, car une réduction de la charge fiscale sur les entreprises limite les fonds disponibles pour les services publics élémentaires.

Aux États-Unis, plus que toute autre thématique, ce sont les questions fiscales et budgétaires qui font l'objet des pressions les plus fortes de la part des entreprises.

Tableau 3 : Nombre d'actions de lobbying enregistrées pour chaque thématique aux États-Unis en 2013.

Thématique	Nombre de cas
<i>Budget fédéral et crédits</i>	3 219
<i>Fiscalité</i>	1 951
<i>Santé</i>	1 898
<i>Transport</i>	1 371
<i>Défense</i>	1 297
<i>Énergie et nucléaire</i>	1 238

Source : Centre for Responsive Politics, Opensource.org

5 LES INÉGALITÉS CROISSANTES NE SONT PAS INÉVITABLES

En octobre 2014, Oxfam a lancé sa campagne **À égalité !**, appelant les États, les institutions et les entreprises à lutter contre les inégalités extrêmes. Le présent rapport confirme que nous devons bâtir un système économique et politique plus juste qui valorise chaque citoyen. Oxfam appelle les dirigeants du monde entier, y compris ceux qui se rassembleront à l'occasion de la réunion annuelle du Forum économique mondial de 2015 à Davos, à remédier aux facteurs qui ont entraîné l'explosion actuelle des inégalités et à mettre en œuvre des politiques de redistribution de l'argent et du pouvoir des quelques privilégiés au plus grand nombre.

1) Faire travailler les États pour les citoyens et lutter contre les inégalités extrêmes

Engagements spécifiques : s'accorder pour que l'éradication des inégalités économiques extrêmes d'ici 2030 figure comme un des objectifs de l'agenda post-2015 ; créer des commissions nationales sur les inégalités ; divulguer les activités de lobbying sur la place publique ; promouvoir la liberté d'expression et de la presse.

2) Promouvoir l'égalité économique et les droits des femmes

Engagements spécifiques : dédommager le travail de soins non rémunéré ; mettre fin aux écarts salariaux entre hommes et femmes ; promouvoir l'égalité des femmes en matière de succession et de droits fonciers ; collecter des données pour évaluer la manière dont les femmes et les filles sont touchées par les politiques économiques.

3) Verser aux travailleurs un salaire décent et combler le fossé avec les primes vertigineuses des dirigeants

Engagements spécifiques : passer de salaires minimum à des salaires décents ; passer à un ratio maximum de un à vingt entre le plus haut salaire et le salaire médian ; promouvoir la transparence sur les salaires ; promouvoir les droits des travailleurs à se rassembler et à faire grève.

4) Partager équitablement le fardeau fiscal pour uniformiser les règles du jeu

Engagements spécifiques : transférer la charge fiscale du travail et de la consommation vers la richesse, le capital et les revenus tirés de ces actifs ; promouvoir la transparence sur les mesures fiscales incitatives ; adopter un impôt sur la fortune au niveau national et discuter d'un possible impôt international sur la fortune.

5) Supprimer les échappatoires fiscales internationales et combler les lacunes en matière de gouvernance fiscale

Engagements spécifiques : mener des réformes auxquelles les pays en développement participent à armes égales et établir un organisme de gouvernance international pour les questions fiscales ; créer un système de reporting pays par pays accessible au public ; créer des registres publics sur les bénéficiaires effectifs des entreprises et trusts ; promouvoir un échange automatique et multilatéral des informations fiscales, y compris avec les pays en développement même s'ils ne peuvent pas rendre la pareille ; arrêter de recourir aux paradis fiscaux, en établissant par exemple une liste noire et des sanctions ; imposer les entreprises là où elles ont leur véritable activité économique.

6) Rendre les services publics gratuits et universels d'ici 2020

Engagements spécifiques : supprimer les frais à la charge des patients ; respecter les engagements en matière de dépenses ; arrêter d'introduire de nouvelles subventions publiques ou de réviser les formules existantes pour la prestation de services de santé et d'éducation par des sociétés privées à but lucratif ; exclure les services publics et les médicaments des accords sur le commerce et l'investissement.

7) Modifier le système international de R&D et la tarification des médicaments, de manière à ce que l'ensemble de la population ait accès à des médicaments adaptés et abordables

Engagements spécifiques : s'entendre sur un traité international relatif à la R&D ; renforcer les investissements dans les médicaments, notamment dans des génériques abordables ; exclure les règles de propriété intellectuelle des accords commerciaux.

8) Mettre en place un socle de protection sociale universelle

Engagements spécifiques : proposer des services universels de garde d'enfant et de soin des personnes âgées ; garantir une sécurité de revenu de base par le biais d'allocations universelles pour les enfants, d'allocations chômage et autres retraites.

9) Cibler le financement du développement afin de réduire les inégalités et la pauvreté et de renforcer les relations entre les citoyens et leur gouvernement

Engagements spécifiques : augmenter les investissements des bailleurs de fonds dans la gratuité des services publics et la mobilisation des ressources nationales ; évaluer l'efficacité des programmes selon qu'ils aident les citoyens à lutter contre les inégalités et à promouvoir une participation démocratique.

La liste complète des recommandations d'Oxfam aux États, aux institutions et aux entreprises est disponible dans le rapport ***À égalité ! Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes*** publié en octobre 2014²⁴.

NOTES

Sauf mention contraire, les liens Internet cités ont été consultés pour la dernière fois en décembre 2014.

- 1 Crédit Suisse (2013 et 2014, respectivement), « Global Wealth Databook », <https://www.credit-suisse.com/uk/en/news-and-expertise/research/credit-suisse-research-institute/publications.html>
- 2 Forbes, liste des milliardaires, disponible en temps réel à l'adresse <http://www.forbes.com/billionaires/list/#tab:overall>. Données annuelles extraites de la liste publiée en mars chaque année.
- 3 Il ne s'agit pas nécessairement des mêmes personnes au fil du temps ; certains milliardaires peuvent entrer ou sortir de cette élite d'une année sur l'autre.
- 4 Valeurs fournies « au cours du jour » pour chaque année, d'après les taux de change courants par rapport au dollar. Un montant de 970,9 milliards de dollars équivaut à environ 1 042 milliards de dollars au cours de la monnaie en 2014. Par conséquent, entre 2009 et 2014, la richesse des milliardaires a augmenté d'environ 82 % en valeur absolue. La variation des richesses dans le temps peut également découler de la fluctuation des taux de change, avec des actifs exprimés dans des devises autres que le dollar américain, mais devant toutefois être convertis en dollars américains aux fins de cet index.
- 5 Pour une explication détaillée du calcul, voir <http://oxfamblogs.org/mindthegap/2014/11/19/have-you-heard-the-one-about-the-85-richest-people/>
- 6 R. Fuentes-Nieva et N Galasso (2014), « En finir avec les inégalités extrêmes : confiscation politique et inégalités économiques », Oxfam, http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-working-for-few-political-capture-inequality-200114-fr_0_1.pdf
- 7 Cinquante personnes dont l'âge n'est pas précisé dans les données Forbes ont été exclues des statistiques récapitulatives.
- 8 Six personnes répertoriées comme des couples composés d'un homme et une femme ont également été exclues de ces statistiques.
- 9 Si la description de la source de leurs richesses était interprétée comme étant liée au secteur de la finance, il a été déterminé que les milliardaires concernés avaient des activités ou des intérêts commerciaux dans ce secteur. Dans certains cas, la source de leurs richesses est explicitement citée (« finance »). Dans d'autres, le nom de l'entreprise est indiqué, comme Bloomberg, un service médiatique spécialisé dans le secteur financier. Certains milliardaires ont des intérêts dans plusieurs secteurs, notamment celui de la finance.
- 10 Données du Centre for Responsive Politics, <https://www.opensecrets.org/lobby/indus.php?id=F&year=2013>. Total dépensé par les secteurs de la finance, l'assurance et l'immobilier, moins l'immobilier.
- 11 Données du Centre for Responsive Politics, <https://www.opensecrets.org/industries/contrib.php?ind=F&Bkdn=DemRep&cycle=2012>
Contributions totales des secteurs de la finance, l'assurance et l'immobilier, moins l'immobilier.
- 12 Corporate Europe Observatory (2014), « The Fire Power of the Financial Lobby », http://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/financial_lobby_report.pdf. Les recherches révèlent une dépense annuelle de 123 millions d'euros, avec une conversion en dollar au taux de 1,24 (taux en vigueur du 10 décembre). Les chiffres réels sont probablement très supérieurs. Cette sous-estimation est également due à l'absence d'un registre obligatoire à l'échelle européenne pour fournir des informations fiables et permettre un suivi adéquat du lobbying industriel
- 13 Congressional Budget Office (2013), « Report on the Troubled assets Relief programme », http://www.cbo.gov/sites/default/files/cbofiles/attachments/44256_TARP.pdf
- 14 United States Census Bureau (2014), « Income and poverty in the United States – 2013 », <https://www.census.gov/content/dam/Census/library/publications/2014/demo/p60-249.pdf>
- 15 FMI (2012), « Quantifying Structural Subsidy Values for Systematically Important Financial Institutions ». Valeur des subventions en dollars américain par exercice financier d'après Bloomberg <http://www.bloombergview.com/articles/2013-02-20/why-should-taxpayers-give-big-banks-83-billion-a-year->
- 16 Données du Centre for Responsive Politics, <https://www.opensecrets.org/lobby/indus.php?id=H&year=2013>
- 17 Données du Centre for Responsive Politics, <https://www.opensecrets.org/industries/indus.php?ind=H>

18 Corporate Europe Observatory (2012), « Divide and Conquer: A look behind the scenes of the EU pharmaceutical industry lobby », http://corporateeurope.org/sites/default/files/28_march_2012_divideconquer.pdf

L'inscription au registre de transparence est volontaire, et de nombreuses entreprises pharmaceutiques choisissent de ne pas déclarer leurs dépenses. Si elles étaient convenablement consignées, les dépenses consacrées aux activités de lobbying par le secteur pourraient s'élever chaque année à 91 millions d'euros.

19 Les trois principaux contributeurs en espèces et en nature qui sont membres de la FIIM sont GSK, Johnson and Johnson et Novatis

20 <http://www.ifpma.org/global-health/ebola-outbreak/ebola-capacity-building.html>

21 Banque mondiale (2014), « The Economic Impact of the 2014 Ebola Epidemic », Groupe de la Banque mondiale, 2 décembre 2014, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/20592/9781464804380.pdf?sequence=6>

22 <http://www.forbes.com/profile/stefano-pessina/>

23 Données du Centre for Responsive Politics, <https://www.opensecrets.org/lobby/top.php?indexType=u&showYear=2014>

24 E. Seery et A. Arandar (2014), « À égalité ! Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes », Oxford : Oxfam International, <http://www.oxfam.org/fr/rapports/il-est-temps-de-mettre-fin-aux-inegalites-extremes>

© Oxfam International, janvier 2015

Ce document a été rédigé par Deborah Hardoon. Il fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-801-3 en janvier 2015.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org.